

II- Les relations extérieures du Québec

Manon Tessier

Volume 25, numéro 3, 1994

Les politiques extérieures des États non souverains : convergences et divergences

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703355ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703355ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Tessier, M. (1994). II- Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 25(3), 573–582. <https://doi.org/10.7202/703355ar>

19 au 21 juin : Le ministre des Affaires étrangères de Croatie, M. Mate Granic, est au Canada où il discute de la situation dans l'ancienne Yougoslavie avec des ministres canadiens et des membres de la communauté croate. (Gouvernement du Canada, *Communiqué no 125*, 17 juin 1994).

II – Les relations extérieures du Québec

(avril à juin 1994)

A — Aperçu général

L'Assemblée nationale mettait fin le 17 juin à l'une de ses plus longues sessions parlementaires, pavant ainsi la voie au déclenchement des élections qui auront vraisemblablement lieu en septembre. Dans ce contexte, les relations extérieures du Québec se déroulaient ce trimestre selon leurs orientations antérieures. On soulignera néanmoins la visite du Premier ministre québécois aux États-Unis et celle de la ministre de la Culture et des Communications en France.

B — Les politiques économiques et commerciales

Le budget du ministre des Finances, déposé le 12 mai, comprenait notamment comme mesures supplémentaires de plafonnement des dépenses gouvernementales, une réduction additionnelle de 2 % des effectifs de tous les ministères et organismes gouvernementaux. Pour répondre à cette exigence, le ministère des Affaires internationales, des Communautés culturelles et de l'Immigration annonçait en juin l'élimination de 57 postes dans le secteur des Affaires internationales et de 6 postes dans le secteur de l'Immigration. De ces 57 postes, 17 proviennent du réseau des délégations à l'étranger puisque la délégation de Stockholm serait fermée et les effectifs diminués dans toutes les délégations sauf celles de Paris et Hong Kong¹. Ces décisions n'entraient toutefois pas immédiatement en vigueur puisqu'un moratoire était appliqué en fin de trimestre.

Par ailleurs, en mai, le ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia, rendait publiques des données concernant les exportations québécoises de biens et de services pour les mois de janvier et février 1994². On apprenait alors que les exportations québécoises ont maintenu un rythme de croissance accéléré grâce à une augmentation de \$5,4 milliards pour cette période. Les importations se sont pour leur part accrues de 4,48 %, ce qui laisse un solde commercial positif de \$547,5 millions, soit le triple de ce qui avait été enregistré en janvier et février 1993. Le ministre Ciaccia liait cette performance

1. *Le Soleil*, 23 juin 1994, cité par *L'Argus*, 23 juin 1994, p. A8.

2. Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 30 mai 1994 ; voir aussi Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 22 avril 1994 ; Maurice JANNARD, *La Presse*, 8 juin 1994, cité par *L'Argus*, 8 juin 1994, pp. A28-A29 ; *Le Devoir*, 23-24 avril 1994, p. B3.

au dynamisme du marché américain qui a absorbé durant ces deux mois 82,6 % des exportations du Québec.

M. Ciaccia a également fait un premier bilan des mesures mises de l'avant au trimestre dernier dans le cadre du Plan de relance pour le soutien de l'économie. Ainsi, deux mois après sa création, le nouveau Bureau de promotion des exportations a reçu près de 2000 demandes d'information tandis que le programme d'aide financière APEX a enregistré une hausse de 50 % des demandes par rapport à la même période l'an dernier.

C — Les politiques d'immigration

Ce trimestre, le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, M. John Ciaccia, poursuivait dans les régions de Montréal, de Québec, de l'Estrie et de l'Outaouais, ses consultations à huis clos sur les niveaux d'immigration. Afin de palier au caractère privé de cette procédure contestée par l'Opposition, M. Ciaccia promettait de rendre publique la liste des personnes invitées, leurs recommandations ainsi qu'un sommaire des propositions présentées au gouvernement³. En marge de ces consultations, M. Ciaccia se déclarait confiant de voir le Québec atteindre, en 1995, son objectif, fixé en 1990, d'accueillir au moins 40 % d'immigrants francophones et, ce, grâce aux bassins de population d'Europe de l'Est, du Moyen-Orient et du Maghreb⁴.

D'autre part, il commentait deux études indépendantes sur l'intégration des immigrants; l'une prévoit que les francophones de l'île de Montréal seront minoritaires d'ici l'an 2001, et l'autre constate que les écoles françaises ont perdu leur capacité d'intégrer des jeunes allophones⁵. Le ministre réagissait à ces résultats en soutenant que le pourcentage d'immigrants parlant français a augmenté au cours des dernières années, atteignant 36 % en 1993 comparativement à 30 % durant la décennie 1980. Quant au nombre d'élèves allophones étudiant en français, il serait passé de 37 % en 1971 à 74 % en 1994 tandis que le nombre d'allophones fréquentant un collège d'enseignement général (cégep) français, serait passé de 14 à 41 %.

Outre ces questions, le ministre Ciaccia devait également faire face au cours du trimestre au cas de la famille Maraloï, un dossier qui a fait l'objet d'une couverture médiatique et d'un soutien populaire important. Cette famille roumaine installée au Québec depuis plusieurs années faisait face à l'expulsion après avoir été déboutée dans sa demande de revendication du statut de réfugié. M. Ciaccia refusait de s'impliquer dans ce dossier évoquant que le Québec ne détient aucun pouvoir dans ce champ d'immigration. Dans les semaines qui suivirent, il maintenait cette position à l'égard d'autres cas

3. *Le Journal de Québec*, 13 avril 1994, cité par *L'Argus*, 13 avril 1994, p. B4.

4. François BERGER, *La Presse*, 16 avril 1994, cité par *L'Argus*, 18 avril 1994, p. A10.

5. Bernard PLANTE, *Le Devoir*, 8 avril 1994, pp. A1-A12; Caroline MONTPETIT, *Le Devoir*, 12 avril 1994, p. A6; Norman DELISLE, *La Presse*, 21 avril 1994, cité par *L'Argus*, 21 avril 1994, p. A22; Michel VENNE, *Le Devoir*, 29 avril 1994, p. A3.

similaires et demandait aux groupes de pression de ne pas encourager la dérogation aux règles québécoises d'immigration⁶.

Signalons enfin dans l'actualité du trimestre, la signature à la mi-mai d'un nouveau protocole d'entente avec la communauté juive du Québec concernant l'immigration de ressortissants juifs de l'ex-URSS⁷. Le premier protocole avait été signé en 1992, et, dans ce cadre, le Québec avait sélectionné 93 familles dont 72 se sont établies dans la province. La nouvelle entente prévoit le parrainage d'une centaine de nouvelles familles. Plus tôt, en avril, le Conseil ismaélien du Québec avait signé une entente de collaboration similaire avec le gouvernement québécois afin, cette fois-ci, de favoriser l'installation et l'intégration de réfugiés asiatiques⁸.

D — Le Québec et la Francophonie

Les II^e Jeux de la Francophonie ayant lieu le trimestre prochain, le Québec mettait la dernière touche aux préparatifs entourant cet événement. On apprenait que des 386 athlètes et artistes canadiens inscrits aux compétitions, 103 athlètes et 35 artistes feront partie de la composante Canada-Québec tandis que la composante Canada-Nouveau-Brunswick sera représentée par 35 athlètes et 28 artistes, laissant ainsi 153 athlètes et 32 artistes sous une bannière exclusivement canadienne. Les artistes du Québec seront inscrits dans les disciplines suivantes : chansons, contes, danse contemporaine, danse traditionnelle, peinture, production télévisuelle, sculpture tandis que, de leur côté, les athlètes québécois compétitionneront en athlétisme, handball, judo, lutte et tennis de table. M. Ronald Poupart, représentant du premier ministre Johnson au Conseil permanent de la Francophonie, a été désigné pour diriger la délégation québécoise⁹.

Par ailleurs, du 24 au 26 avril, le Secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), M. Jean-Louis Roy, effectuant une visite de travail au Canada, s'arrêtait au Québec. Ses discussions portèrent principalement sur l'avenir de la langue française et les ressources financières de l'ACCT¹⁰. M. Roy avait, quelques jours plus tôt, rencontré la ministre responsable de la Francophonie à Paris lors du séjour en France de cette dernière (cf. section F1).

6. *Journal de Québec*, 20 mai 1994, cité par *L'Argus*, 18 mai 1994, p. B1.

7. Laurent SOUMIS, *Le Devoir*, 14-15 mai 1994, p. A3 ; François BERGER, *La Presse*, 14 mai 1994, cité par *L'Argus*, 16 mai 1994, p. A20.

8. Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué no 94-33*, 3 mai 1994.

9. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 100*, 16 mai 1994 ; *Lettre du Québec*, vol. 7, no 8, juin 1994, p. 1 ; *Le Soleil*, 18 mai 1994, cité par *L'Argus*, 19 mai 1994, p. A27.

10. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 77*, 21 avril 1994 ; Michel VENNE, *Le Devoir*, 29 avril 1994, p. A4.

E — Le Québec et les États-Unis

1 — La visite officielle de M. Johnson aux États-Unis

Les 18 et 19 avril, le Premier ministre québécois, M. Daniel Johnson se rendait en visite officielle aux États-Unis¹¹. À quelques semaines de l'appel aux urnes pour les électeurs québécois, cette brève visite était essentiellement consacrée à des discussions sur la stabilité politique du Québec. À New York, M. Johnson rencontrait plusieurs représentants d'institutions financières et de grandes entreprises américaines. Cette escale fut marquée par l'annonce d'un investissement de \$50 millions de la part de la multinationale Johnson & Johnson afin de moderniser ses installations dans la région de Montréal. Le lendemain, devant l'ampleur prise par des interprétations entourant cette annonce, l'un des dirigeants de la compagnie, M. Gerry Ostrov, se devait de confirmer que cet engagement sera inconditionnel et qu'il sera maintenu même dans l'éventualité d'un changement de gouvernement¹².

À Washington, le Premier ministre prononçait une allocution sur le rôle du Québec dans la communauté économique nord-américaine devant quelque 125 membres du Canadian American Business Council¹³. Il eut également des entretiens avec le sénateur du Massachusetts, M. Edward Kennedy, le conseiller du Président en matière de développement technologique, M. John Gibbons, et le sous-secrétaire d'État aux Affaires publiques, M. Peter Tarnoff. Lors de ce dernier tête-à-tête, M. Johnson a défendu les lois linguistiques du Québec et s'est dit confiant de voir le Département d'État tenir compte de ses explications pour la rédaction de son prochain rapport sur les droits de la personne¹⁴. On se souviendra que le dernier rapport du Département d'État à ce sujet rapportait les difficultés de la minorité anglophone du Québec.

2 — La Conférence des gouverneurs des États de la Nouvelle-Angleterre et des Premiers ministres de l'Est du Canada

La 20^e Conférence des gouverneurs des États de la Nouvelle-Angleterre et des Premiers ministres du Canada se tenait cette année à St-Jean, la capitale de Terre-Neuve¹⁵. Trois gouverneurs sur six ne se sont pas présentés à cet événement et le Premier ministre québécois est rentré au Québec à l'issue de la première journée laissant la délégation dirigée par le ministre Ciaccia. Ces

11. *Québec Update*, vol. xvii, no 5, May 16, 1994, pp. 1-3.

12. *La Presse*, 20 avril 1994, cité par *L'Argus*, 20 avril 1994, p. A3; Rhéal SÉGUIN, *The Globe and Mail*, 20 avril 1994, p. A6.

13. Michel VENNE, *Le Devoir*, 20 avril 1994, pp. A1-A10; *The Gazette*, 19 avril 1994, cité par *L'Argus*, 19 avril 1994, p. A2.

14. Michel VENNE, *Le Devoir*, 20 avril 1994, p. A4; André PÉPIN, *La Presse*, 20 avril 1994, cité par *L'Argus*, 20 avril 1994, p. A1.

15. Michel VENNE, *Le Devoir*, 16 juin 1994, p. A4 et 17 juin 1994, p. A4; Denis LESSARD, *La Presse*, 16 juin 1994, cité par *L'Argus*, 16 juin 1994, p. A5 et *La Presse*, 17 juin 1994, cité par *L'Argus*, 17 juin 1994, p. A2; Philip AUTHIER, *The Gazette*, 16 juin 1994, cité par *L'Argus*, 16 juin 1994, p. A4.

absences empêchèrent la signature, tel que prévu, d'une entente de coopération technologique entre l'État du Massachusetts et le Québec. Celle-ci sera reportée en juillet.

Aucun nouveau contrat d'électricité ne fut annoncé mais une étude sur la planification intégrée des ressources énergétiques, proposée par le Québec, reçut l'aval des participants. Cette nouvelle approche inciterait les États et les provinces à calculer dans le coût des ressources énergétiques les coûts indirects tels que les impacts sur l'environnement et les populations. Le Québec appuyait aussi une résolution pour la création de groupes de travail (ou de comités d'experts) sur une coopération dans le domaine de l'autoroute de l'information et la création d'un comité de coopération économique chargé de favoriser la coopération stratégique en matière commerciale. De plus, le Québec proposait la tenue, l'an prochain à Montréal, d'une conférence sur les alliances stratégiques.

3 – Autres questions

Le résultat des nombreuses rencontres de travail entre les gouvernements du Canada, du Québec et des États-Unis sur la commercialisation de la bière réjouissait en mai les autorités québécoises. Cet accord, tout en maintenant le monopole de la Société des alcools du Québec, facilite l'accès de la bière américaine à quelque 12 000 postes de vente ainsi qu'à la totalité des établissements pour consommation immédiate qu'offre le marché québécois. De plus, l'instauration d'un prix minimum sur la bière, la position défendue par le Québec en tant que mesure sociale, a été acceptée et les distributeurs américains devront s'y plier¹⁶.

Par ailleurs, la Société Hydro-Québec mettait fin en mai à un contrat d'achat de 400 mégawatts d'électricité avec la New York Power Authority. Signé en 1989, ce contrat devait prendre fin en 2011, et une économie de \$15 millions par année, soit le coût de maintien de l'option d'achat, sera réalisée grâce à cette annulation¹⁷.

Enfin, d'autre part, le gouverneur du New Hampshire, M. Stephen Merrill, dirigeait au Québec en avril une mission commerciale composée d'une quarantaine de représentants de petites et moyennes entreprises de cet État. Les exportations du New Hampshire au Québec ont augmenté de 40 % au cours des dernières années et l'on désire maintenir ce rythme de croissance¹⁸.

16. Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 5 mai 1994; Gilles NORMAND, *La Presse*, 6 mai 1994, cité par *L'Argus*, 6 mai 1994, p. A16; Serge TRUFFAUT, *Le Devoir*, 6 mai 1994, p. B5.

17. Marie TISON, *Le Devoir*, 26 mai 1994, p. B2.

18. *Le Soleil*, 13 avril 1994, cité par *L'Argus*, 13 avril 1994, p. A19.

F — Le Québec et l'espace européen

1 — La France

Le renforcement des relations franco-québécoises, souhaité lors de la visite du Premier ministre du Québec en France en février dernier, se concrétisait aussi ce trimestre par la première visite officielle de la ministre de la Culture et des Communications, Mme Liza Frulla¹⁹. Du 10 au 17 avril, Mme Frulla, également responsable de la Francophonie, rencontrait à Paris son homologue français, M. Jacques Toubon, ainsi que la présidente du Conseil permanent de la Francophonie, Mme Shirin Aumeeruddy-Cziffra, le Secrétaire général de l'ACCT, M. Jean-Louis Roy et la ministre de la Jeunesse et des Sports, Mme Michèle Alliot-Marie. Le suivi du Sommet de l'île Maurice, la tenue des prochains Jeux de la Francophonie et le développement du Forum francophone des Affaires (FFA) ont figuré au nombre des sujets discutés lors de ces rencontres. Sur ce dernier point, si la France annonçait qu'elle déléguait à Montréal un expert pour le Secrétariat international du FFA, la ministre annonçait de son côté la préparation d'un plan d'action sur l'autoroute de l'information qui sera déposé au prochain Sommet francophone. Mme Frulla s'entretenait aussi à Cannes avec le ministre de la Communication, M. Alain Carignon, relativement au développement de TV5 et à une coopération accrue dans le domaine de l'audio-visuel.

Outre ces nombreux échanges, on retiendra de la visite de Mme Frulla la création du Comité de liaison franco-québécois des industries musicales²⁰ et la priorité accordée à une harmonisation des réglementations dans le secteur cinématographique. La présence d'un observateur québécois au sein de la délégation française lors des Assises européennes de l'audio-visuel en juillet a également été annoncée mais le quotidien montréalais *La Presse* rapporta en juin le remplacement de l'observateur québécois par un représentant canadien²¹.

À peine formé, le Comité de liaison franco-québécois des industries musicales se réunissait une première fois au début de juin à Paris. Parmi les orientations discutées au sein du Comité, notons le renforcement de droit d'auteur au Canada et l'adoption en France de mesures économiques en faveur de la chanson. La deuxième rencontre aura lieu à Montréal à l'automne²².

2 — L'Espagne

Après les séjours au Québec de ministres catalans et basques et la mission de M. Ciaccia en Espagne, les contacts hispano-québécois se poursuivaient ce

19. *Lettre du Québec*, vol. 7, no 7, avril 1994, p. 1 et vol. 7, no 8, mai 1994, p. 1; Paule des RIVIERES, *Le Devoir*, 14 avril 1994, p. B10.

20. Voir aussi, *La Presse*, 4 juin 1994, cité par *L'Argus*, 6 juin 1994, p. A24.

21. Alain BRUNET, *La Presse*, 19 avril 1994, cité par *L'Argus*, 19 avril 1994, p. A10 et Katia GAGNON, *La Presse*, 10 juin 1994, cité par *L'Argus*, 10 juin 1994, p. A28.

22. *Lettre du Québec*, vol. 7, no. 10, juillet-août 1994, p. 1.

trimestre. Le ministre espagnol de l'Industrie et de l'Énergie, M. Juan Manuel Equiagaray, était de passage au Québec au début de mai où il prononça une allocution devant le Conseil des relations internationales de Montréal. Il invita alors les entreprises québécoises à investir en Espagne. Des visites chez Hydro-Québec, le Groupe SGF, Bombardier et Vidéotron complétaient son agenda²³.

3 – La Russie

M. Konstantin Titov, le gouverneur de Samara, une province de la fédération russe, était de passage au Québec le 13 mai pour parapher avec le ministre québécois des Affaires internationales une entente de coopération allant de la transformation des matières premières et la construction industrielle à la gestion des services de santé. Rappelons que les relations avec le gouvernement de Samara ont été initiées par le biais de la société québécoise Désourdy qui a créé en 1993 une société mixte avec les autorités de Samara. Depuis, deux projets sont en cours de réalisation : le premier concerne la construction d'un centre oncologique, le second la modernisation de l'aéroport de Samara²⁴.

4 – La république tchèque

En juin, dans le cadre d'une visite pancanadienne, le ministre tchèque de l'Industrie et du Commerce, M. Vladimir Dlouhy, s'arrêtait de nouveau au Québec. La série de séminaires sur l'investissement en Tchéquie qui s'était déroulée à Montréal en février dernier avait ravivé l'intérêt de gens d'affaires québécois et M. Dlouhy désirait lors de ce voyage mettre de l'avant ou faire progresser des dossiers avec des compagnies telles Bombardier et Pratt & Whitney²⁵.

G — Le Québec et l'Argentine

Dans le cadre d'une visite officielle au Canada, le président argentin, M. Carlos Saul Menem, s'arrêtait à Québec et à Montréal, le 22 juin. Il rencontrait plusieurs gens d'affaires lors d'une table ronde et s'entretenait avec le premier ministre Johnson et le ministre Ciaccia. Leurs échanges portaient sur différents dossiers de coopération commerciale et, de façon générale, sur la libéralisation des marchés²⁶.

23. Miville TREMBLAY, *La Presse*, 5 mai 1994, cité par *L'Argus*, 5 mai 1994, p. A25.

24. Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 13 mai 1994; *Le Journal de Québec*, 17 mai 1994, cité par *L'Argus*, 17 mai 1994, p. B2.

25. *Le Devoir*, 9 juin 1994, p. B2 et 20 juin 1994, p. B2; Gouvernement du Canada, *Communiqué no 117*, 9 juin 1994.

26. Gouvernement du Québec, Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 20 juin 1994; Canada, Cabinet du Premier ministre, *Communiqué de presse*, 15 juin 1994.

H — Le Québec et le Moyen-Orient

Du 23 au 29 mai, le ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, M. John Ciaccia, dirigeait une mission commerciale au Liban et en Syrie. À Beyrouth, M. Ciaccia rencontra le Premier ministre libanais, des ministres et des membres de la Chambre de Commerce afin de discuter de l'apport possible du Québec dans la reconstruction et la modernisation des infrastructures du pays. Aucun contrat n'était officiellement signé puisque les objectifs de la mission relevaient davantage de l'identification de secteurs d'investissement que de la mise en place de coentreprises²⁷. La présidente du comité de planification de la Chambre de commerce et d'industrie Canada-Liban, Mme Aida Kaman, s'était d'ailleurs rendue au Québec le mois précédent pour aider à la préparation de la délégation québécoise²⁸.

À Damas, M. Ciaccia et les participants de la mission rencontrèrent des membres du gouvernement, des industriels et des banquiers syriens avec l'objectif d'accroître les exportations québécoises vers ce pays. La balance commerciale du Québec avec la Syrie est déficitaire puisque les exportations québécoises se chiffrent à \$3,3 millions comparativement à \$30,3 millions pour les importations.

I — Le Québec et Madagascar

M. Francisque Ravony, Premier ministre de Madagascar, effectuait une visite au Québec à la mi-avril. Lors de sa rencontre avec son homologue québécois, un groupe de travail chargé de concrétiser la volonté de coopération entre le Québec et Madagascar a été créé. Les principaux secteurs de coopération qui ont été retenus sont l'énergie, le transport, les télécommunications, les forêts, les mines et l'environnement. Outre ses rencontres avec M. Johnson, le ministre des Affaires internationales et le ministre des Ressources naturelles, M. Ravony s'est aussi entretenu avec des gens d'affaires intéressés par les perspectives qu'offre le pays malgache²⁹.

J — Le Québec et l'Asie

1 — La Chine

M. Ciaccia effectuait une courte visite en Chine au début de juin afin d'assister à la dernière phase de négociation d'un contrat entre le gouvernement chinois et une compagnie québécoise pour la construction d'infrastructure

27. Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 20 mai 1994; *The Gazette*, 26 mai 1994, cité par *L'Argus*, 26 mai 1994, p. A14.

28. Lisa BINSSE, *La Presse*, 27 avril 1994, cité par *L'Argus*, 27 avril 1994, pp. A22-A23.

29. *Le Soleil*, 14 avril 1994, cité par *L'Argus*, 14 avril 1994, p. A10; *La Presse*, 13 avril 1994, cité par *L'Argus*, 13 avril 1994, p. A30; *Lettre du Québec*, vol. 7, no 8, mai 1994, p. 2.

d'hydro-électricité en Chine. La présence de M. Ciaccia avait été sollicitée par les autorités chinoises et la firme d'ingénierie impliquée dans ce dossier³⁰.

2 – Le Viêt nam

Le premier ministre Johnson a rencontré le 20 juin à Montréal le vice-premier ministre du Viêt nam, M. Phan Van Khai. Tous les deux ont réaffirmé alors l'importance de l'entente de coopération économique et technologique signée en 1992 et leur soutien au Groupe de travail qui en est issu. Les préparatifs entourant la prochaine rencontre de ce groupe, prévue en juillet, figuraient d'ailleurs à l'ordre du jour des discussions entre MM. Johnson et Phan Van Khai mais c'est l'économie qui a dominé cette rencontre. L'on s'attend à la signature de contrats de la part de plusieurs entreprises québécoises dont DGB Systèmes intégrateurs Inc., Réparation de Tankers Montréal Inc. et la Société de développement international Desjardins³¹.

K — Chronologie thématique*

Fermeture d'une usine de Hyundai au Québec début avril :

À la fin de mars, la direction d'Hyundai Canada annonce qu'elle ne réouvrira pas, tel que prévu, son usine de fabrication automobile située à Bromont. Le gouvernement québécois, qui s'était associé à la création de cette usine en 1985, tente en avril d'empêcher cette fermeture. Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, M. Gérald Tremblay, se rend en Corée du Sud rencontrer des représentants de la haute direction d'Hyundai. De retour au pays, le ministre québécois déclare que le constructeur automobile lui présentera à l'automne un plan de relance après avoir étudié la possibilité de développer un nouveau modèle. (*Le Devoir*, 30 mars 1994, p. A8, 6 avril 1994, p. B2 et 7 avril 1994, p. A2 ; *La Presse*, 29 mars 1994, cité par *L'Argus*, 29 mars 1994, p. A12 et 8 avril 1994, cité par *L'Argus*, 8 avril 1994, p. A9).

Le Conseil international de l'action sociale au Québec 5 mai :

La décision du Conseil international de l'action sociale de transférer son siège permanent de Vienne à Montréal se concrétise par la signature d'une entente à cet effet entre le gouvernement québécois et cette organisation internationale non gouvernementale. Fondé en 1929, le CIAS a pour but la promotion du développement social et économique et la lutte

30. *Journal de Québec*, 3 juin 1994, cité par *L'Argus*, 3 juin 1994, p. B3.

31. Gouvernement du Québec, Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 20 juin 1994 ; Gouvernement du Canada, *Communiqué no 122*, 13 juin 1994.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

pour la reconnaissance des droits fondamentaux. (Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 5 mai 1994).

Les Jeux olympiques d'hiver de 2002

19 mai :

M. Arthur Perron est nommé au poste d'ambassadeur du Canada pour le soutien de la candidature de la ville de Québec comme hôte des Jeux olympiques d'hiver de 2002. (Gouvernement du Canada, *Communiqué* no 103, 19 mai 1994; Jean DION, *Le Devoir*, 13 mai 1994, p. A7).

Une entente avec l'OACI

20 mai :

Le gouvernement du Québec et l'OACI (Organisation de l'aviation civile internationale) signent une entente qui harmonisera certains aspects du régime fiscal et améliorera les conditions d'accueil offertes à l'OACI pour la réalisation de son mandat. (Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 20 mai 1994).

Le dossier des ventes de fourrure d'animaux piégés

26 mai :

Le ministre de l'Industrie et du Commerce et celui de l'environnement, MM. Gérald Tremblay et Pierre Paradis, confirment que le Québec, de concert avec le gouvernement fédéral, étudie la possibilité d'ajuster les techniques de trappage afin d'élaborer des pièges moins cruels et ainsi se plier à la réglementation du Parlement européen interdisant la vente de fourrure d'animaux piégés. (*Journal de Québec*, 27 mai 1994, cité par *L'Argus*, 27 mai 1994, p. B2).

Québec, hôte d'une réunion de la FAO

13 juin :

On apprend que le Québec accueillera du 11 au 16 octobre 1995 les activités du 50^e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Un symposium et la réunion des 170 ministres de l'Agriculture sont alors prévus. (*Le Devoir*, 11-12 juin 1994, p. A2).

Entente avec l'ISFI

27 juin :

Dans le cadre de sa politique d'accueil d'organisation internationale non gouvernementale, le gouvernement québécois signe une entente avec l'Institut sur les services financiers internationaux. Cet accord concerne principalement la reconnaissance et l'octroi de certains avantages conférés aux employés tels que les permis de conduire et le régime d'assurance-maladie. (Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 27 juin 1994).